



Les pays du golfe de Guinée (élargi) regorgent de beaucoup de richesses, certains sont moins peuplés que d'autres, le Nigéria fait figure d'exception avec une population de plus de 162 millions d'habitants, le plus peuplé d'Afrique. Malgré l'abondance en ressources, le niveau de vie de la majorité des populations reste faible comparativement au saut qualitatif effectué par les pays d'Asie, comme la Chine, la Corée du sud, Taïwan ou Singapour en un temps record, seule une minorité profite des largesses financières que fournit l'exploitation de ces richesses potentielles. La manne financière issue des matières premières et énergétiques n'est pas redistribuée équitablement à toutes les couches sociales de la population, même si des efforts sont observés sur la réalisation d'infrastructures, les structures économiques et sociales sont encore inadaptées aux besoins réels des populations. Est-ce à cause de la pauvreté que se multiplient les actes illicites, de piraterie et de banditisme dans cette zone géostratégique?

Le Golfe de Guinée est de loin la première région pétrolière africaine, il se retrouve au centre de gros enjeux pétroliers qui suscitent des convoitises, occasionnant de nombreux différends, y compris armés, faisant de cet espace une région à risques. Selon des études sérieuses de spécialistes, le Golfe de Guinée dispose un des plus grands gisements sous-marins de pétrole connus au monde, dont la contenance est estimée en 2009, à 24 milliards de barils de pétrole de réserves prouvées. Cette région est une réalisation synthétique de l'Afrique occidentale et de l'Afrique centrale, elle constituée de pays comme le Nigeria, le Cameroun, l'Angola, le Congo, le Libéria, la Cote d'Ivoire, la Guinée équatoriale, le Togo, le Bénin ou le Ghana. En 2009, sur les 9 millions de barils de pétrole produits quotidiennement en Afrique, cinq millions de barils, donc plus de la moitié, provenaient du Golfe de Guinée. Un exemple, certains analystes soutiennent que si l'insécurité venait à cesser au Nigeria, ce pays pourrait produire cinq millions de barils par jour, alors que la Guinée équatoriale pourtant grand producteur de la zone, réalise déjà plus de 700 000 barils par jour. Et aux côtés de ces mastodontes, il y a d'autres producteurs moyens et petits comme le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Congo ou le Cameroun...

Parmi ces pays, plusieurs d'entre eux ont connu la guerre ou la connaissent encore, c'est le cas du Libéria, du Congo ou de l'Angola, une grande partie de la population de certains de ces pays ont fui les affres de la guerre et est laissée à l'abandon, aucune politique et aucun effort volontaristes de la part des pouvoirs publics de les ramener dans le giron national n'est entrepris sérieusement, comme si le fait qu'ils soient partis constituent un bon débarras. Cette zone du golfe de Guinée a connu beaucoup de conflits et court donc le risque d'en connaître encore, surtout avec l'arrivée de forces prédatrices aimant l'action et le sensationnel dans un environnement économique délétère pour la grande majorité des populations, surtout que certaines forces étrangères n'ont pour consignes et buts légitimes, la sauvegarde de leurs intérêts nationaux au détriment de ceux légitimes des populations locales qui aspirent à une vie meilleure dans des conditions environnementales et matérielles décentes. Pourtant malgré les réserves légitimes, il faut le reconnaître, à certains moments de leur existence où leurs forces sont encore faibles, tous les pays ont un grand besoin d'aide visant à renforcer leur sécurité au

regard des menaces de déstabilisation qu'ils encourent, comme les nombreuses attaques venues des espaces maritimes pour soit cambrioler, soit pirater ou commettre d'autres actes illicites et répréhensibles sur la terre ferme.

En effet, dans cette zone, le 16 juillet 2011, un pétrolier grec l'Aegean-Star, a été victime d'un abordage au large du Nigeria. Le bateau et ses vingt membres d'équipage avaient été pris en otage et libérés deux jours plus tard. l'Angola, le Nigeria, le Cameroun, la Guinée équatoriale et le Gabon ont déjà subi des attaques ciblées ou des menaces d'attaque liées aux ressources pétrolières, auxquelles s'ajoutent des enlèvements et des attaques récurrents de navires voués à l'exploration et à l'exploitation pétrolières. Les enjeux sont donc énormes et les risques élevés. C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis et la France ont multiplié des actions concertées avec les pays limitrophes pour tenter de sécuriser cette région jugée hautement stratégique. Certains experts soutiennent que les pirates exploitent des failles ouvertes par la présence d'une lourdeur endémique des rouages administratifs entre les différents Etats, et exploitent à leur avantage la manière dont le secteur géographique est morcellement configurée pour opérer en toute tranquillité, dans un premier temps en commettant des trafics illicites (narcotrafics, trafics d'armes...), vols à mains armées, soit à proximité des ports, soit dans les eaux territoriales et dans un second temps ils ont multiplié des actes de piraterie en haute mer, en utilisant des modes opératoires similaires à ceux mis en œuvre dans l'océan Indien, c'est à dire, la saisie de navires (saisie d'un navire chypriote en septembre 2011).

Cette facilité de manœuvrabilité pour les assaillants a conduit les Etats-Unis et la France à proposer la mise en place d'une coordination des actions d'intervention, avec à la clef des séminaires de formation et l'envoi épisodique de bâtiments de guerre comme le "Tonnerre" ou le navire USS Nashville destinés à la surveillance et la protection des côtes. Pourtant malgré les efforts fournis par certains gouvernements comme le Nigeria et le Bénin qui ont mis en place des patrouilles communes, les moyens des Etats pour faire face à ce fléau sont limités vu leur niveau de développement et de maîtrise des technologies, des techniques et des sciences, et en plus il leur faut plus de moyens à mettre en jeu, en l'occurrence financiers, techniques, de surveillance et d'intervention, ainsi que des organismes de coordination sous régionaux, un véritable enjeu sécuritaire.

En 2009, il y a eu au total 406 attaques répertoriées dans le monde, dont 104 ont eu lieu dans le golfe de Guinée et ces actes de criminalité maritime avec violences se sont fortement accrus au large de Cotonou, avec un risque de développement à la « somalienne ». Entre janvier et mi-juillet 2011, il y a eu une douzaine d'attaques et une dizaine d'autres n'ont pas été signalées et ont été étouffées par les armateurs, sûrement pour sauvegarder leur image et leur notoriété auprès de leur clientèle respective. Ces attaques sont devenues de plus en plus insidieuses, incisives, audacieuses et professionnalisées. Le 25 juillet 2011, dans la nuit de samedi à dimanche, les forces navales béninoises ont reçu des appels des balises de détresse du navire italien Rbd-Anema-e-Core se trouvant à une trentaine de kilomètres au sud de Cotonou, capitale du Bénin. Et le 13 février 2012, Vers 4h00 du matin, un cargo vauquien, le FourSeas SW, battant pavillon panaméen, a été attaqué en mer, alors qu'il se situait à une centaine de nautiques au large des côtes nigérianes, et après qu'un signal de détresse ait été lancé, deux corps sans vie de deux membres de l'équipage ont été découverts par le siroco de la marine française qui a pris en charge les 18 autres membres de l'équipage qui étaient traumatisés par

la violence de l'attaque.

On le voit la situation est périlleuse, pleine d'embûches et de danger, c'est la raison pour laquelle semble-t-il, les pays du golfe de Guinée ont lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle s'implique fortement dans la lutte contre la piraterie qui a commencé au large de la Somalie (voir la théorie générale de la relativité économique) et a gagné plus récemment le golfe de Guinée, ce sont le Gabon et le Nigeria qui ont été à l'initiative de la résolution 2018 de l'ONU du 31 octobre 2011. Pour s'en sortir l'Afrique doit faire appel certes à toutes les bonnes volontés sans en exclure, ni avoir des préférences, par exemple, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Europe, la Russie ou les Etats-Unis qui ont une expérience certaine tant au niveau organisationnel que technique ou juridique à leur transmettre sont tous les bienvenues. Cependant, il ne faudrait pas qu'à cause de ce besoin réel de sécurité, les forces extérieures viennent dans le but d'empêcher la concorde nationale, de pousser aux divisions internes et d'entraîner les Etats à mettre en place des politiques de développement et de croissance hypertrophiées, contraires aux intérêts des peuples, en leur posant l'arme à la tempe. Car dans le passé beaucoup d'accords signés par des Etats africains avec certaines grandes puissances n'ont pas permis l'émergence économique des pays concernés, au contraire ils se sont ingéniés à créer des dettes abyssales et les ont enfoncés davantage dans une misère encore plus grande, sous le poids de la corruption généralisée qui ont gangréné tout l'appareil productif.

Hormis les situations spécifiques que nous avons relevées tout au long de cette analyse, d'autres motivations plus politiques peuvent pousser des dirigeants en dépit des intérêts collectifs bien compris, à signer des accords de défense qui leur permettront de se pérenniser au pouvoir, bafouant ainsi les règles éthiques de la vie démocratique. Nous osons espérer que dans le cas du Congo-Brazzaville, la signature récente d'engagements sécuritaires avec le gouvernement américain entre dans le cadre des raisons invoquées ci-dessus et qu'un tel partenariat contribuera à maintenir la paix, à créer les conditions d'une meilleure sécurisation, à favoriser l'épanouissement total de la population et à instaurer un climat favorable à un développement économique, technique, technologique et scientifique de qualité dans le pays, la région et l'Afrique.

Source : Jean de Dieu MOSSINGUE